

Cependant, un examen plus attentif de ce consensus a révélé un fait des plus impressionnants. L'appui sans réserve apporté à l'idée d'une Fondation Asie-Pacifique n'était pas motivé par des intérêts particuliers, mais présentait un caractère véritablement national. Cela a été l'un des rares cas, dans la vie du pays, où j'ai vu les Canadiens reconnaître que l'enjeu d'un débat dépassait des intérêts individuels. J'estime que les régions de l'Est ont vraiment le sentiment que la meilleure façon pour elles de jouer un rôle utile en Asie et dans le Pacifique consiste à se joindre aux régions de l'Ouest dans une association marquée au coin de la coopération. Ce sentiment repose en partie sur une évaluation très réaliste des frais énormes que devrait assumer une région ou une province donnée si elle s'attaquait seule à cette tâche, mais il traduit également des vues plus profondes.

Il est par exemple reconnu qu'une participation régionale et biculturelle à une Fondation Asie-Pacifique donnerait à celle-ci une profondeur et des capacités plus grandes. De plus, on comprend que c'est promouvoir les intérêts régionaux que de les envisager dans le cadre d'une entité nationale plus grande — une entité susceptible d'unir le Canada à des fins plus générales. Pour reprendre les termes de l'un des participants, je ne me rappelle pas avoir assisté à des réunions, comme celles que j'ai eues en travaillant à cette étude, auxquelles les représentants du secteur privé, des administrations publiques et des universités ont semblé partager aussi fortement la nécessité d'une action et la volonté de faire quelque chose ensemble pour le bien du pays tout entier. Ce fut une expérience gratifiante pour moi en tant que Canadien.

Comme tous les rapports, celui-ci est incomplet. L'étude n'a fait que dévoiler une partie de l'immense intérêt à l'égard de la question. Il reste encore un grand nombre de personnes intéressées dont il faudrait connaître le point de vue. J'aurais aimé consulter toutes les organisations, sans exception, qui ont affaire directement ou indirectement avec l'Asie et le Pacifique. J'aurais voulu me rendre dans toutes les grandes capitales où des fondations sont déjà exploitées avec succès, comme Bonn, Londres, Canberra, Washington ou Paris (je me suis cependant rendu à Tokyo). J'aurais aimé avoir des entretiens particuliers avec les représentants de chaque gouvernement provincial (j'en ai consulté six). Malheureusement, ni le temps ni l'argent ne permettaient toutes ces activités et, comme ma tâche première était de donner suite rapidement à cette idée, je devais limiter mon étude en conséquence.

Néanmoins, je recommande vivement que les personnes qui seront appelées à organiser cette fondation reprennent la tâche là où je l'ai laissée. Elles devraient veiller à rester en relations avec les autres parties intéressées, de façon que leur participation puisse contribuer à la vigueur et à l'efficacité de la Fondation. Je recommande également que des études plus approfondies soient menées de façon permanente sur les activités des fondations du même genre, en gardant à l'esprit la possibilité d'établir des activités conjointes. Pour importantes qu'elles soient cependant, des études de ce genre ne sont pas indispensables pour la tâche qui nous occupe, c'est-à-dire la création immédiate d'une Fondation Asie-Pacifique.